

# Fonction publique : l'absence de nouvelles perspectives salariales fige le dialogue social

Bastien Scordia

Claquement de porte au Conseil commun de la fonction publique. Mécontents de l'absence de nouvelles mesures salariales pour les agents publics, les 8 syndicats de la fonction publique ont quitté la réunion qui se tenait hier, mardi 14 novembre, en présence du ministre Stanislas Guerini. L'instance devait notamment examiner le projet de décret relatif à la mise en œuvre de la loi de juillet dernier visant à renforcer la parité dans la haute administration.

Les représentants du personnel attendaient des réponses salariales de la part de l'exécutif. Dans un courrier unitaire adressé le 7 novembre au ministre, les organisations syndicales l'avaient en effet interpellé sur la *“nécessité de nouvelles mesures générales portant sur les salariales et la revalorisation des carrières”*.

## **“Complet désaccord”**

2024 ne peut être *“une année blanche face à la persistance d'une inflation soutenue”*, ajoutaient les syndicats, qui jugent toujours insuffisantes les dernières mesures salariales décidées par le gouvernement, dont la hausse de 1,5 % de la valeur du point d'indice intervenue en juillet dernier. Un coup de pression qui n'a pas eu le résultat escompté, Stanislas Guerini ne s'étant pas engagé en faveur de nouvelles mesures salariales pour les agents publics en 2024.

*“Pour le ministre, les mesures actées depuis dix-huit mois couvrent 2024”* [lire l'encadré qui suit cet article], regrettent les syndicats dans leur communiqué unitaire, où ils affichent leur *“complet désaccord face à ces choix injustes”*. Un désaccord qui les a donc conduits à quitter la réunion du Conseil commun ce mardi 14 novembre.

## **L'agenda social au point mort**

*“Le gouvernement ne peut pas continuer à accentuer le décrochage des rémunérations des agents publics, ni la perte d'attractivité de la fonction publique”*, ajoutent la CGT, la CFDT, FO, l'Unsa, la FSU, Solidaires, la FA-FP et la CFE-CGC. Ces syndicats ont d'ailleurs demandé le report de la réunion qui devait se tenir ce mercredi 15 novembre sur le projet d'accord de méthode sur l'agenda social de la fonction publique. Un report que les représentants syndicaux ont obtenu.

Avec cet accord de méthode, le gouvernement Borne avait la volonté de (re)lancer l'agenda social de la fonction publique, qui peine toujours à démarrer alors qu'une nouvelle grande réforme de la fonction publique est annoncée dans les prochains mois. Mais après le claquement de porte du 14 novembre et le report de la réunion qui devait faire avancer les choses sur cet accord de méthode, le dialogue reste à l'arrêt.

## **5 points d'indice en plus en janvier**

Comme annoncé par le gouvernement Borne avant l'été, le 1<sup>er</sup> janvier 2024 sera marqué par l'attribution de 5 points d'indice majoré supplémentaires pour tous les agents publics. Cette attribution de points supplémentaires fait suite à une première mesure *“ciblée”* intervenue en juillet dernier, où les plus bas salaires de la fonction publique s'étaient vu attribuer jusqu'à 9 points d'indice supplémentaires.